



ENERGIE

Pantin, octobre 2012

Société et climat

Droit à l'énergie et culture de paix

Pour un pôle de l'écologie sociale

Le changement climatique s'accélère

Les dernières estimations donnent pour 2008 une émission anthropique globale de 8,5 Gt de carbone dont 45% s'accumulent dans l'atmosphère. Les concentrations de gaz carbonique ont atteint des niveaux jamais vus depuis 650 000 ans : 379 ppm en 2005, 385 en 2008 contre 280 ppm avant l'ère industrielle, soit 41% d'augmentation depuis 1990. Le gaz carbonique n'est pas le seul en cause. Depuis l'époque préindustrielle, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) dues aux activités humaines a conduit à une augmentation marquée des concentrations atmosphériques. Elles sont constituées de rejets de dioxyde de carbone (CO₂) (77% des émissions anthropiques totales en 2004), de méthane (CH₄), de protoxyde d'azote (N₂O) et de différents gaz frigorigènes (HFC, PFC et SF₆). Les émissions globales de GES ont crû de 70% entre 1970 et 2004, dont une augmentation de 24% entre 1990 et 2004.

Une priorité absolue : sortir de l'âge des énergies fossiles carbonées

La consommation au rythme actuel des réserves prouvées d'énergies fossiles perturberait gravement et durablement le climat. Mais paradoxalement, nous pouvons connaître rapidement une stagnation puis une diminution de l'offre en pétrole puis en gaz une quinzaine d'années plus tard. Le facteur naturel limitant n'est pas seulement la grandeur des réserves mais celui du flux de pétrole puis de gaz qu'il sera possible d'extraire. L'eau remplaçant inexorablement l'huile ou le gaz dans la roche mère, le flux extrait contient de plus en plus d'eau. Dans une décennie environ, peut-être plus tôt, l'offre en pétrole ne pourra pas répondre à une demande croissante. Une période de renchérissement de l'énergie, ou la spéculation pourra s'épanouir, va créer de vives tensions sociales. Elles se font déjà sentir.

Pour autant le risque climatique ne sera pas maîtrisé. La raréfaction de l'offre en pétrole ne conduit pas fatalement à une réduction de la demande en énergies fossiles carbonées dans un contexte mondial d'accroissement démographique et d'économies émergentes.

La globalisation de la production industrielle a généré une très forte demande en transports donc en pétrole et très probablement une baisse moyenne de l'efficacité énergétique. L'économie mondiale est actuellement plus dépendante du pétrole notamment et des énergies fossiles en général. L'élévation du prix de l'énergie pèse et va peser de plus en plus, aggravant la crise et entravant les moyens d'y remédier si le contenu du développement n'est pas profondément changé. .

Pour respecter l'objectif d'une division des émissions de gaz à effet de serre par au moins 2 au niveau mondial, au moins en France 4 à l'horizon 2050 (référence 1990), il faut réduire la consommation de pétrole par habitant de plus de 50% dès 2025 (base 1990), sans que cette diminution soit compensée par d'autres énergies fossiles. Il serait en effet tentant de substituer le pétrole par du gaz ou du charbon. Le gaz est apparemment moins polluant. Le charbon pourrait être propre vers 2020 mais la fiabilité de cette technique n'est pas démontrée et les estimations des coûts se font en toute discrétion. **La priorité principale, de plus en plus prégnante, est de faire sortir notre société de l'âge des énergies fossiles.**

La solution doit donc être prioritairement trouvée dans la baisse des consommations d'énergies fossiles carbonées et non dans la recherche de nouveaux gisements, et notamment ceux appelés non conventionnels (gaz et huiles de schistes, gaz de houille....), Elle est non seulement inopportune mais de plus en plus dangereuse. La fonte de glaces de l'Arctique ouvre de nouvelles sources de profit dans un territoire essentiel pour la biodiversité marine et l'équilibre thermique des océans donc de la planète. Les gisements recherchés sont de plus en plus profonds sous les mers comme sous les terres.

Le cas des gaz de schistes

Les défenseurs de la prospection et de l'extraction des gaz de schistes en France mettent notamment en avant l'amélioration de la balance commerciale par la diminution des importations. Or il ne s'agit pas de maintenir la consommation du gaz au niveau actuel, encore moins de l'augmenter comme le propose les partisans de NEGAWATT, mais de la diminuer. Les moyens financiers doivent donc être consacrés à agir sur les causes de l'utilisation du gaz, essentiellement le chauffage des locaux, la production de chaleur et de vapeur industrielles et d'engrais nitrés.

Pour ces derniers, les émissions de gaz carbonique liées à la production se cumulent avec celles de protoxyde d'azote dus à leur utilisation. Si bien que l'agriculture productiviste est une des principales sources de GES. Cet exemple montre la complexité d'une politique préventive qui est pourtant la seule efficace.

La réduction des utilisations d'énergies fossiles passe donc par des actions à la source de leurs usages. Leur substitution par des énergies dites renouvelables (aspect curatif) n'est pas suffisante Il s'agit de prendre en compte et de définir des stratégies sur les besoins, les moyens et les usages afin d'effacer les émissions de GES. C'est une manière efficace pour atteindre l'indépendance énergétique. Il faut se donner l'objectif de diminuer de 3% par an la consommation d'énergies fossiles carbonées.

La course aux énergies dites renouvelables éolienne et photovoltaïque ne peut pas constituer un substitut aux énergies fossiles et nucléaires. L'éolien on-shore peut faire partie d'un panel d'énergies sous la réserve que ses variations naturelles puissent être régulées par des moyens non consommateurs d'énergies fossiles et de stockage hydraulique. Le photovoltaïque n'est pas une filière mature. Le développement du solaire, thermique notamment, doit faire l'objet d'une politique audacieuse de recherche. Pour ces deux filières il est urgent d'abandonner une logique de rente, coûteuse pour l'utilisateur et grosse consommatrice d'investissements. Il est urgent de mettre de la cohérence dans les politiques publiques et industrielles, de consacrer les moyens financiers prioritairement aux actions préventives, notamment sur le bâti et les transports.

Un changement de paradigme est nécessaire

Les conférences internationales débouchent sur une impossibilité d'agir collectivement. Cette situation résulte avant tout de l'incapacité du système économique et politique global à mettre en œuvre des moyens permettant de satisfaire les besoins de l'humanité tout en respectant la nature. Pourquoi donc l'immensité des gisements solaires et nucléaires n'a pas été suffisamment utilisée? C'est qu'il s'agit d'abord d'exploiter l'homme et la nature pour générer des profits. C'était plus simple et plus juteux avec la cueillette des énergies fossiles carbonées qui pendant des décennies, paraissaient inépuisables et non polluantes.

L'héritage est lourd. Dans les deux à trois prochaines décennies, il n'y aura pas de miracle technologique pour changer radicalement la donne. Le verdissement du capitalisme, cher au Grenelle, veut tenir compte de la nécessité de produire et consommer autrement mais sans tirer la leçon du passé. Il agit essentiellement sur la l'offre de produits. Il met en avant des dispositifs de taxation, de bonus-malus pour contraindre la demande. Il s'intègre facilement dans un processus austéritaire.

Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi grandes. Une logique économique basée sur la compétition des hommes et des territoires ne fait que les accentuer. La pauvreté s'étend. Elle n'est pas seulement le résultat d'un système. Elle constitue un facteur limitant tout progrès humain respectueux de la nature.

« Le politiquement correct » relayant les forces dominantes tente de faire croire à la rareté de l'énergie. Les énergies fossiles ont bien évidemment des limites comme toute ressource naturelle. Mais comme signalé plus haut, l'abondance du pétrole, gaz et charbon est suffisante pour détériorer le climat durablement. L'absence de réponses alternatives satisfaisantes est d'abord le fruit d'un système incapable de satisfaire les besoins des hommes dans le respect du travail et de la nature, incapable de mettre le génie humain au service de l'humanité. C'est donc bien ce qu'il faut changer

Les limites des ressources naturelles de toute nature sont relatives et dynamiques. Dynamiques parce que l'intelligence humaine, si on lui en donne les moyens, est capable de trouver de nouvelles solutions sans pour autant proposer une abondance infinie. Il n'y a pas lieu d'instituer ces limites en dogmes mais de les situer dans un contexte social et historique. Celui du capitalisme, même verdi, est objectivement dépassé. La recherche du lucre à tout prix a montré non seulement son inefficacité mais également sa malfaisance, ses mafias et ses paradis fiscaux..

Il faut donc recomposer les relations des hommes entre eux, de l'humanité avec la nature, mobiliser l'intelligence et la créativité humaines sans nier toutefois la finitude de la planète et de ses ressources. Elles

s'imposent comme des données incontournables. Le risque climatique, les atteintes à la biodiversité et la santé, sont des preuves de leurs dépassements. Mais rendons à César ce qui est à César ! Les malheurs actuels ne sont pas dus à la nature mais à l'obsolescence de l'organisation sociale et politique.

L'être humain doit s'impliquer

Il ne s'agit pas seulement de réformer le système. Le citoyen doit remettre en question ses comportements quotidiens, ses rapports avec la nature, de manière individuelle et collective. L'appel moralisant au civisme exemplaire peut aboutir à chloroformer l'action transformatrice. Mais on ne peut nier la nécessité de mettre en avant une responsabilité individuelle. Il faut également donner une priorité à l'efficacité et la sobriété énergétiques, à la production cohérente des énergies renouvelables et nucléaires, au développement des technologies propres et économes. Bref, il faut écarter tout enfermement dans des logiques de régression sociale et de maintien de milliards d'êtres humains dans la pauvreté. La société du bien être n'est pas une utopie, sans doute un rêve. La sobriété est inspirée par le constat des limites objectives des ressources et le refus de leur partage par l'argent et la violence. Elle écarte leurs gaspillages et leurs utilisations abusives.

C'est dans un tel contexte qu'il faut replacer les actions pour maîtriser et s'adapter au changement climatique. Le diagnostic français des sources d'émissions de GES énergie par énergie et par usage montre que la voiture individuelle et le chauffage des logements ne sont pas les principales causes. Ce sont des cibles importantes mais il est essentiel d'agir sur le système de production – consommation sans oublier les agricultures.

Et la Chine ?

La consolidation des bilans de GES national et européen avec les importations et les transports internationaux montre que plus de 20% du total des émissions liées à la consommation hexagonale leur sont dus. Ce n'est pas la Chine, l'Inde ou le Brésil qui sont les responsables de l'organisation économique mondiale. Les multinationales ont commencé dès la fin du 20^{ème} siècle à délocaliser la production dans des pays à faibles protections sociales et environnementales. Ce n'est certes pas un modèle durable de développement. C'est une source énorme de gaspillages sociaux et environnementaux qui répond mal aux besoins et aspirations de milliards d'êtres humains dans les pays riches comme dans les pays pauvres.

Le climat est un bien commun planétaire. Les ressources énergétiques sont objectivement limitées par les contraintes synergiques du tarissement relatif des ressources naturelles et de l'incapacité d'un capitalisme même en cure de verdissement à répondre aux demandes sociales. Le partage des richesses légitimement disponibles est alors une nécessité absolue. Il ne peut pas s'opérer par l'argent, c'est-à-dire par la loi du plus fort.

Répondre aux besoins

La question centrale devient alors celle de la **satisfaction des besoins** humains en respectant l'homme, le travail et la nature. Il n'existe pas d'autre modèle que l'**égalité d'accès aux ressources**. La construction universelle du **droit à l'énergie** est la condition politique primordiale pour sauver le climat. Il doit se décliner à différents niveaux : local, régional, national, européen, mondial.

Le droit à l'énergie prend en compte les limites des ressources disponibles dans des conditions soutenables. Il remédie aux inégalités d'accès et de développement. Il ouvre la voie au bien-être en mettant en œuvre des consommations sobres, en développant les forces productives, en transformant les relations de l'Homme et de la nature.

Le droit à l'énergie règle également les mutations industrielles nécessaires pour produire en consommant autrement. Il débouche donc sur l'élargissement de la sécurité professionnelle, l'accès à la culture et à une formation de haut niveau.

L'épanouissement de l'Homme et la protection de la nature passent par la négation du modèle du lucre. L'exigence d'une **autre répartition des richesses** est essentielle comme celle d'un développement sans précédent des coopérations internationales. Il s'agit de passer à un niveau différent des rapports entre ETATS en mettant en œuvre **une culture de paix**.

Avec le droit à l'énergie, ce devrait être le deuxième objectif majeur de toute négociation internationale. La coopération devient la règle. Elle est incluse dans toutes les politiques publiques. Le désarmement, notamment nucléaire, permet de lui consacrer des moyens financiers et techniques. La **décroissance des crédits de guerre** est un objectif essentiel. Le climat des siècles futurs sera celui que nous ferons. Droit à l'énergie et culture de paix forment, avec le droit à l'eau, le socle de notre destin commun.

La question des fins et des moyens

La définition des moyens est assise sur celle des besoins et lui est intimement liée. C'est bien là l'assise politique d'un nouveau développement dont la **démocratie** est le fer de lance. Il s'agit d'éviter deux écueils : celui de la culpabilisation comportementale de l'individu et de la décroissance absolue de la consommation, celui de la croyance au miracle technologique qui permettrait de faire survivre le vieux modèle consumériste par substitution des énergies fossiles par le solaire et le nucléaire.

Le nouveau développement exige que le mode de vie occidental actuel ne soit pas érigé en modèle. La société du bien être met en jeu un double déficit. Celui de l'**égalité**, celui de la **fraternité**. Le nouveau développement a des fondements éthiques. Dans le fond il s'agit de mobiliser le meilleur de l'homme, son intelligence et sa créativité, pour utiliser au mieux les ressources légitimement disponibles dans sa quête de bonheur. Mais le paradigme est retourné. Ce n'est plus le lucre qui mène la danse.

La gravité et l'urgence de la situation nécessite un développement sans précédent du **débat public et de l'éducation populaire**. Il faut comprendre le changement climatique, le penser et agir.

Il est alors nécessaire de reconnaître le rôle primordial **des politiques de service public** déclinées à tous les niveaux de façon cohérente et synergique. Leur coordination est assise sur la reconnaissance de la clause de compétence générale des collectivités territoriales. Elle permet de trouver les dimensions adéquates et

de prendre en compte la diversité des territoires. Les documents de planification (SCOT, PLU, PDU, PLH, schémas régionaux....) sont les occasions de mettre en accord les décisions du moment dans une perspective de long terme. Les politiques nationales et européennes incitent, appuient.

Les politiques de service public incluent les **politiques industrielles**. Elles définissent les accès aux ressources, les objectifs de recherche – développement, la coopération industrielle entre public et privé, soutiennent l'économie sociale et solidaire, privilégient les ressources renouvelables et la proximité. Des entreprises publiques sont créées en tant que besoin. La pluralité et la mise en cohérence des moyens s'expriment dans des pôles publics.

L'emploi n'est pas la variable d'ajustement des mutations industrielles. Le renforcement de la protection sociale est accompagné par une politique de formation qui inclut l'économie et l'écologie.

Le crédit permet d'orienter les productions vers des optimums sociaux et environnementaux. La fiscalité tient compte de l'usure des ressources naturelles.

Et le nucléaire civil

Nous sommes dans une phase de transition énergétique qui a du passé un lourd héritage. Le risque climatique est de plus en plus fort. Il faudra beaucoup de moyens et d'intelligence pour sortir de cette situation par le haut. Dans un tel contexte tout gaspillage est à proscrire.

C'est notamment vrai pour le nucléaire civil. Il a sa place pour les prochaines décennies. Il fait partie prenante du bouquet énergétique sur lequel est assis un nouveau développement. La fermeture de FESSENHEIM constitue un gaspillage de moyens. Mais le nucléaire civil ne peut pas apporter le miracle technologique qui permettrait de sortir de l'utilisation massive des énergies fossiles pour les trois prochaines décennies.

Les futures générations décideront de l'avenir à long terme de cette technologie. Mais il faut leur en donner l'occasion : maîtriser le risque climatique, mettre en place le droit à l'énergie. L'avenir à long terme du nucléaire civil devra être repensé en fonction des résultats des politiques de sobriété énergétique, des productions d'énergies solaires, de la maturation de la filière de fusion nucléaire.

D'ici là il s'agit de veiller à une maîtrise publique forte pour permettre un haut degré de vigilance sécuritaire. La coopération internationale sous l'autorité de l'ONU doit permettre la production de combustible fossile dans des conditions de transparence, de sécurité et d'équité d'accès aux ressources. La construction des réacteurs de 4^{ième} génération doit être maintenue sous maîtrise publique dans le cadre d'une coopération internationale. La gestion des déchets à vie longue doit suivre les conclusions du débat public qui a été mené à ce sujet.